



Pour défendre l'école publique, chasser ce gouvernement anti-ouvrier

Dans le cadre de son budget 2025 de guerre contre les travailleurs et les services publics, le gouvernement Macron/Barnier/Genetet annonce la suppression de 4 000 postes dans l'Éducation nationale, dont 3 155 dans les écoles maternelles et élémentaires. Ce qui pourrait entraîner la suppression de 950 classes à Paris, 1 500 en Seine-Saint-Denis, 650 dans le Val-de-Marne... Une véritable hécatombe !

Pourtant, il y a de l'argent pour recruter des enseignants, il suffit de confisquer les milliards de la guerre !

La ministre Genetet annonce quant à elle « l'acte II du choc des savoirs ». Parmi les mesures :

- Le maintien des groupes de niveau pour la rentrée 2025 en 6^e et en 5^e, et leur extension en 4^e et 3^e : il s'agit pour la ministre de sortir des élèves en difficulté scolaire en mathématiques et en français de leur classe pour leur interdire d'accéder aux mêmes enseignements que les autres élèves. Cette mesure de tri social a soulevé l'indignation et la colère des parents et des enseignants l'an dernier.

- Dès la rentrée 2026, le DNB (Brevet des collèges) serait « plus exigeant » et deviendrait obligatoire pour accéder à la classe de seconde. Selon les chiffres officiels du ministère, en 2023, plus de 68 000 élèves de 3^e scolarisés dans les collèges publics ont échoué au brevet des collèges, soit 11,6 %. Des dizaines de milliers de jeunes, pour la plupart issus de milieux populaires, seraient ainsi interdits de préparer un baccalauréat général, technique ou professionnel. Privés de diplôme et de qualification, ils iront alimenter le vivier de la main-d'œuvre déqualifiée, pour en faire de la chair à patrons ou à canon.

Remettre en cause le droit à l'instruction et aux diplômes en fermant des classes et des écoles, en triant les élèves et en expulsant des dizaines de milliers de jeunes de toute possibilité de scolarisation après 16 ans, interdire aux agents de se soigner avec l'instauration des trois jours de carence: tel est le projet réactionnaire de ce gouvernement pour l'école publique !

Pour le Parti des Travailleurs, face à une telle offensive contre le droit de la jeunesse à l'instruction et la qualification, personne ne peut comprendre que les fédérations syndicales nationales de la fonction publique et de l'enseignement décident d'appeler à la mobilisation en rangs divisés, avec des dates et des modalités différentes.

Appuyés sur des dizaines de motions d'écoles, les syndicats SNUIPP-FSU, SNES-FSU, SNFOLC, SNUDI-FO, CGT Educ'action, SUD Éducation et UNSA Éducation du Val-de-Marne appellent, le 20 novembre, à une « première assemblée départementale intersyndicale de délégués et représentants d'écoles et d'établissements afin de préparer la grève indispensable pour faire reculer le gouvernement et obtenir satisfaction sur nos revendications ! »

Cette initiative dans un département n'indique-t-elle pas dans quel sens s'orienter pour gagner ?

Pour le Parti des travailleurs, il y a urgence à forger l'unité à tous les niveaux, unité parents-enseignants, unité des organisations syndicales pour imposer par la grève le retrait de ces mesures.

- Unité pour l'annulation immédiate des 4000 suppressions de postes !
- Unité pour l'annulation des trois jours de carence et des mesures visant à remettre en cause le droit à congés maladie !
- Unité pour l'abrogation du « choc des savoirs », des groupes de niveau !
- Unité pour défendre l'égalité des droits de tous les jeunes devant l'accès à l'instruction !
- Unité pour chasser Macron, son gouvernement, sa politique, pour un gouvernement de satisfaction des revendications des travailleurs et de la jeunesse !

Adhérez au Parti des travailleurs. Lisez *La Tribune des travailleurs*.

Je souhaite adhérer au Parti des travailleurs.

Nom, prénom :

Adresse :

Courriel et/ou téléphone :

A retourner à : contact@parti-des-travailleurs.fr ou à Parti des travailleurs,

BP 31, 93101 Montreuil Cedex.

Accédez au site du Parti des travailleurs en flashant le QR Code

